

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION

Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 470^e
SEANCE

**Mardi 6 décembre 1955,
à 12 h. 15**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 52 de l'ordre du jour :

Procédure arbitrale : observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (*suite*).... 139

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Procédure arbitrale : observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (A/2456 [par. 57], A/2899 et Corr.1 et A/2899/Add.1 et 2, A/CN.4/92 *, A/C.6/L.369/Rev.1) [*suite*]

EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA COLOMBIE, CUBA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (A/C.6/L.369/REV.1) ET DES AMENDEMENTS S'Y RAPPORTANT

1. Le PRÉSIDENT rappelle que, la discussion générale étant close, la Commission va procéder à l'examen des trois propositions dont elle est saisie.
2. M. EVANS (Royaume-Uni) présente le texte de l'amendement (A/C.6/L.371) que sa délégation, avec celles du Canada, de l'Égypte, de la France, du Honduras et de la Suède, propose d'apporter au projet de résolution révisé présenté par la Colombie, Cuba et les États-Unis d'Amérique (A/C.6/L.369/Rev.1).
3. Le projet sur la procédure arbitrale, établi par un organe d'une compétence indiscutée, présente, comme la délégation du Royaume-Uni l'a souligné au cours de la discussion générale (462^{ème} séance), une très grande valeur, et l'Assemblée générale se doit d'adopter une décision sans équivoque à son sujet. Les auteurs du projet de résolution révisé reconnaissent la valeur du projet sur la procédure arbitrale, puisqu'ils proposent de le porter à l'attention des États. Mais l'œuvre délicate accomplie par la Commission du droit international mérite davantage. Le projet sur la procédure arbitrale renferme des possibilités que l'Assemblée générale doit utiliser au mieux. Le projet, sous sa forme actuelle, n'est pas parfait, mais il peut servir de base à l'élaboration d'une convention internationale dont serait chargée une conférence de plénipotentiaires. Au cours du débat, un certain nombre de délégations se sont déclarées favorables à la réunion d'une conférence de cette nature. L'amendement proposé permettrait au Secrétaire général de convoquer la conférence dès que 20 États lui auront fait savoir qu'ils sont prêts à y participer. Les États ne sont donc pas tenus de demander cette convocation ou de prendre part à la conférence, pas plus qu'ils ne s'engagent à signer la convention dont

* Document non publié en français à la date de parution du présent compte rendu.

la conférence établira le texte. Il est toutefois raisonnable de prendre des dispositions pour la convocation d'une conférence si un nombre suffisant d'États s'y intéressent.

4. La délégation du Royaume-Uni juge inacceptables les amendements révisés (A/C.6/L.370/Rev.1) que l'Afghanistan, le Mexique, les Pays-Bas et la Yougoslavie proposent d'apporter au projet de résolution révisé des trois puissances. Il n'est pas souhaitable de renvoyer le projet sur la procédure arbitrale à la Commission du droit international pour que l'Assemblée générale en reprenne l'examen à sa treizième session. Le problème principal est maintenant d'aplanir les divergences de vues entre États, et, au stade actuel des travaux, ce n'est pas là une tâche à confier à la Commission du droit international. Celle-ci a mis au point un texte qu'elle a jugé définitif et satisfaisant. Il est donc peu probable que dans trois ans l'Assemblée générale soit mieux en mesure de se prononcer. De plus, en renvoyant le projet à la Commission, on entraverait les travaux qu'elle consacre à d'autres projets importants. Les amendements révisés renferment également certaines obscurités. Il y est question de "règles sur la procédure arbitrale". Les "règles" sont obligatoires, alors que les auteurs des amendements ont précisément entendu rejeter cette notion d'obligation.

5. La délégation du Royaume-Uni sera tenue de voter contre les amendements s'ils sont mis aux voix, et souhaite que les auteurs du projet de résolution révisé (A/C.6/L.369/Rev.1) puissent accepter l'amendement qu'elle a elle-même présenté avec cinq autres délégations (A/C.6/L.371).

6. M. BROKENBURR (États-Unis d'Amérique) déclare, au nom des auteurs du projet de résolution révisé, que ceux-ci acceptent l'amendement présenté par le Canada, l'Égypte, la France, le Honduras, le Royaume-Uni et la Suède (A/C.6/L.371). Alors que les auteurs du projet de résolution hésitaient à soumettre eux-mêmes une proposition de cet ordre, ils peuvent l'accepter puisque les six pays en question ont pris l'initiative de le faire.

7. Les arguments exposés en faveur d'un nouveau renvoi du projet de convention à la Commission du droit international ne sont pas convaincants. Cette mesure aboutirait à faire examiner au moins six fois le même texte, trois fois par la Commission et trois fois par l'Assemblée générale. Il ne semble pas souhaitable de faire procéder à tant de nouveaux examens en si peu de temps. En outre, l'atmosphère d'une conférence diplomatique sera peut-être plus favorable à des concessions mutuelles et à la recherche de solutions de compromis.

8. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait ajouter, aux arguments développés par lui à la séance précédente, quelques observations que lui suggèrent les déclarations des représentants du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique.

9. Ces déclarations confirment qu'une minorité des membres de la Sixième Commission continue d'espérer voir la majorité adopter un projet de résolution approuvant, en fait, le texte soumis par la Commission du droit international. De nombreuses délégations se sont prononcées, à juste titre, contre le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution révisé (A/C.6/L.369/Rev.1). En adoptant l'amendement que présentent six puissances (A/C.6/L.371), on rendrait ce texte encore moins satisfaisant, car on y ajouterait une disposition indiquant clairement que le projet établi par la Commission du droit international, jugé mauvais par la majorité des délégations, pourrait servir de base aux travaux d'une conférence de plénipotentiaires.

10. M. Morozov demande avec instance aux auteurs de l'amendement de réfléchir à la situation dans laquelle ils mettent les délégations de la majorité en les priant de consentir à la convocation d'une conférence qui fonderait ses travaux sur un document qu'elles ont jugé inacceptable. Il respecte toutes les opinions exprimées sur l'opportunité d'une conférence, même lorsqu'il ne les partage pas; si 20 Etats jugent bon de convoquer une conférence, libre à eux de le faire, mais en dehors de l'Organisation, car on comprendrait mal que tout l'appareil de l'Organisation des Nations Unies fût mis à la disposition de quelques Etats Membres seulement.

11. Ce n'est pas la première fois que certaines délégations tentent de violenter la majorité de la Sixième Commission en lui faisant approuver, à la faveur d'une résolution ambiguë, un texte préparé par la Commission du droit international et auquel elle est hostile. Au cours d'une session précédente, alors que la majorité s'était prononcée contre les projets de conventions relatifs à l'apatridie — à bon droit, car ces projets ne respectaient

pas les principes du droit international en la matière — certaines délégations ont présenté une formule, assez semblable à celle que contient le nouvel amendement; elle prévoyait la possibilité d'examiner à nouveau la question sur la base du texte établi par la Commission du droit international, si 20 Etats en faisaient la demande. Des procédés de cette nature ne sont ni utiles ni sages. Les délégations soucieuses de respecter scrupuleusement les principes de la Charte ont le devoir de critiquer franchement tous les documents qu'on leur soumet, afin d'en déceler les défauts et de contribuer ainsi au développement du droit international.

12. M. Morozov s'étonne que certains Etats paraissent vouloir précipiter la convocation d'une conférence de plénipotentiaires. Animés des meilleures intentions, les auteurs de l'amendement ont quelque peine à s'en représenter les conséquences possibles. Jusqu'à présent, un seul Etat s'est déclaré prêt à adopter tel quel le texte soumis par la Commission du droit international.

13. Le représentant de l'Union soviétique estime que loin de renvoyer la question de l'arbitrage aux calendes grecques, les amendements révisés présentés par quatre puissances (A/C.6/L.370/Rev.1) offrent une solution concrète et constructive, parce qu'ils garantissent la révision du texte par la Commission du droit international tout en donnant à l'Assemblée générale la possibilité de convoquer, si les circonstances le justifient, une conférence de plénipotentiaires. Semblable procédure n'entraverait nullement les travaux de la Sixième Commission; elle n'aurait rien de discourtois à l'égard de la Commission du droit international, qui, pour respectable qu'elle soit, n'en est pas moins subordonnée à l'Assemblée générale.

La séance est levée à 13 h. 5.